

**SESSIONI URDINARIA DI U 2018
U 31 D'UTTROVI DI U 2018**

N° 2018/ 039

**MUZIONI
CÙ DUMANDA D'ESAMI PRIURITARIU**

- **DIPUSITATA DA** : U GRUPPU « GIUVENTÙ DI U CENTRU DRITTU »
- **UGHJETTU** : **Création d'un programme de sensibilisation aux enjeux de cybersécurité à destination des entreprises corses**
-

CONSIDERANT la recrudescence des cyberattaques subies par les entreprises françaises, dont l'immense majorité a été touchée en 2017, soit 92 % d'entre elles contre 80 % en 2016.

CONSIDERANT la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles comme une véritable responsabilisation des entreprises garantes désormais de la mise en place d'une politique exigeante de sécurisation des données.

CONSIDERANT les Petites et Moyennes Entreprises, particulièrement vulnérables et moins préparées, comme des cibles privilégiées pour les cybercriminels, nécessitant ainsi un véritable accompagnement en la matière.

CONSIDERANT l'existence d'un dispositif d'action territoriale déployé par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, matérialisé par un délégué local, visant à soutenir le tissu économique et les institutions à l'échelle régionale sur ces enjeux.

CONSIDERANT l'Agence de Développement Economique de la Corse comme le principal outil de la mise en œuvre de la politique économique de la Collectivité de Corse.

CONSIDERANT la journée d'information organisée par la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Ajaccio et de la Corse-du-Sud avec le soutien financier de l'ADEC, dans le cadre du mois européen de la cybersécurité, comme un premier pas encourageant en la matière.

L'ASSEMBLEA DI A GIUVENTÙ DI A CORSICA

DEMANDE la création par l'Agence de Développement Economique de la Corse d'un programme de sensibilisation aux enjeux de cybersécurité, fournissant aux entreprises corses les conseils les plus rudimentaires et les plus essentiels pour s'armer face aux menaces des cyberattaques.

PROPOSE d'associer à cette initiative les acteurs publics concernés et compétents en la matière, comme l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information, la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, et les trois Chambres de Commerce et de l'Industrie de Corse.